



**HAL**  
open science

# L'investissement des parents dans la scolarité de leurs enfants selon le milieu social

Émeline Baton

► **To cite this version:**

Émeline Baton. L'investissement des parents dans la scolarité de leurs enfants selon le milieu social. Education. 2012. dumas-00736140

**HAL Id: dumas-00736140**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00736140>**

Submitted on 27 Sep 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **MASTER 2 SMEEF**

**Spécialité « Professorat des écoles »**

**Année 2011/2012**

**Semestre 4**

## **Initiation à la recherche**

MEMOIRE

**NOM ET PRENOM DE L'ETUDIANT** : BATON Emeline

**SITE DE FORMATION** : Villeneuve d'Ascq

**SECTION** : 1

**Intitulé du séminaire de recherche** : Sciences de l'éducation

**Intitulé du sujet de mémoire** : L'investissement des parents dans la scolarité de leurs enfants selon le milieu social

**Nom et prénom du directeur de mémoire** : Meunier Olivier

### *Direction*

365 bis rue Jules Guesde  
BP 50458

59658 Villeneuve d'Ascq cedex

Tel : 03 20 79 86 00  
Site web : [www.lille.iufm.fr](http://www.lille.iufm.fr)

Institut Universitaire de Formation des Maîtres

école interne de l'Université d'Artois

Je tiens à remercier mon directeur de mémoire pour ses conseils et sa disponibilité.

Je remercie également le directeur et la directrice des écoles de Berck-sur-Mer et de Rang-du-Fliers, qui, en m'accordant du temps, m'ont apporté de précieuses informations.

J'adresse aussi les remerciements aux parents d'élèves, ainsi qu'à leurs enfants qui en m'accueillant chez eux m'ont permis de réaliser cette enquête et de m'enrichir pour ma future pratique professionnelle.

Enfin, je tiens à remercier les lecteurs volontaires qui ont apporté un regard extérieur sur mon travail.

## SOMMAIRE

<b>I. Les parents comme partenaires de l'école, une idée prônée tant au plan législatif que littéraire.....</b>	<b>6</b>
A. Investir les parents : mission législative et regard sociologique. ....	6
B. Hypothèses.....	9
<b>II. Du papier à la réalité.....</b>	<b>14</b>
A. Le choix des méthodes et du terrain d'enquête .....	14
B. Le recueil des données, cache-cache avec les premiers concernés : Les parents. ....	19
<b>III. Une volonté d'investissement qui transcende les groupes sociaux.....</b>	<b>25</b>
A. « Quand on veut on peut » ? .....	25
B. Des familles qui s'investissent différemment, la prise en compte d'autres facteurs	32

## **BIBLIOGRAPHIE**

## **ANNEXES**

Dans le cadre de notre Master 2 SMEEF (Sciences et Métiers de l'Enseignement de l'Education et de la Formation), spécialité professorat des écoles, nous sommes amenés à réaliser un mémoire de recherche. Celui-ci a pour but d'évaluer certaines compétences dans ce domaine qu'un étudiant de Master 2 doit avoir, et doit nous permettre de nous éclairer et de fabriquer nos propres résultats sur un sujet utile à notre futur métier.

J'ai donc choisi d'étudier la place des parents dans la scolarité de leur enfant selon le milieu social puisque je voulais travailler sur cette relation parents/école qui, je pense, prend une place de plus en plus importante dans notre société. En effet, les professeurs essaient de renouer une relation de confiance et d'échange avec les parents, celle-ci étant altérée par le contexte socio-économique et l'évolution de l'image du système éducatif de ces dernières décennies. On peut ainsi voir que de nombreux parents font de moins en moins confiance au système éducatif, ayant en tête un stéréotype dégradé du professeur des écoles, ce stéréotype changeant selon la classe sociale et amenant des comportements différents que nous étudierons ici.

Cette prise d'importance de la relation parents/école passe aussi par la mise en place d'une législation et une volonté politique de se mêler au débat éducatif, ce thème étant une préoccupation nationale principale et prenant une large place dans les programmes présidentiels, comme nous avons pu le constater au travers des programmes de l'élection de 2012. L'éducation comme enjeu politique n'est pas un sujet récent. Dès 1789 elle occupe une place importante dans les débats notamment parce qu'à cette époque les études sont réservées aux plus riches. En effet, l'accès à l'instruction varie selon le niveau social, ce qui paraît normal, même pour les révolutionnaires qui craignent de trop instruire le petit peuple, celui-ci ne voyant aucun intérêt à l'école et préférant envoyer les enfants travailler. Avec l'évolution de la place de l'enfant dans notre société, défendue depuis des siècles par de nombreux auteurs et philosophes tels que Rousseau<sup>1</sup> (1862), et avec l'instauration de la III<sup>ème</sup> République, on place l'éducation comme priorité réelle et pour tous. Celle-ci participe activement à la pérennité de ce régime grâce à l'accès à l'instruction et à des valeurs communes transmises par l'école républicaine. Pour cela, il fallait toucher un maximum de personnes en facilitant l'accès à l'éducation grâce à l'instauration de principes qui élargirait le public accueilli et notamment intégrerait la population issue de catégorie populaire. Cette dernière, représentant une majeure partie de

---

<sup>1</sup> Emile ou de l'éducation, 1862

la population, était la plus touchée par l'arrêt précoce des études donc par des conséquences telles que l'analphabétisme ou l'illettrisme, se sentant éloignée de la culture scolaire et de ce que l'on y enseignait. Ainsi, les lois Ferry<sup>2</sup> de 1881 et 1882 ont largement participé à cet élargissement en mettant en place une école laïque, publique et obligatoire (jusque 13 ans). Cependant, les parents n'étaient pas aussi sollicités qu'ils peuvent l'être aujourd'hui puisque tenus à l'écart pour avoir plus d'emprise sur les enfants et leur image de la République. Aussi, la population chez les moins aisés confiait leurs enfants en faisant une confiance totale aux « hussards noirs »<sup>3</sup> de la République. Par ailleurs, les plus aisés ne mettaient pas leurs enfants à l'école pour ne pas les mélanger à la masse et avaient les moyens de les garder pour faire l'école à la maison en vue toutefois de faire des études supérieures, qui leurs étaient réservées.

Depuis cette époque, nous avons assisté à une massification importante grâce à une démocratisation de la scolarité et des études supérieures. Les lois concernant la massification sont surtout créées dans les années 70's, sous le Président Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), qui se veut être un Président de la République moderne en agissant pour la jeune population, révoltée lors de mai 68. Au même moment, l'obligation de scolarité passe de treize à seize ans. On observe à cette période la création du collège unique qui permet à tout enfant de continuer sur la même voie d'étude et d'avoir un accès à l'enseignement supérieur. Il ne faut pas oublier qu'au-delà d'une mixité sociale c'est aussi une mixité sexuelle avec la banalisation de l'école et des études pour les femmes. Cette arrivée de nouveaux publics demande aux professeurs de s'adapter à cette hétérogénéité. Quant à ces nouvelles catégories sociales qui accèdent désormais plus largement à l'éducation, c'est un changement considérable puisqu'ils n'ont jamais connu cela. Ils ont une nouvelle perception de l'école comme outil de réussite sociale, par la possibilité d'aller plus loin, plus longtemps.

On peut donc se demander comment les familles populaires ont vécu ce changement, comment encore aujourd'hui elles gèrent cela par rapport aux familles de classes moyennes supérieures et aisées qui, elles, ont eu accès plus tôt à l'éducation scolaire.

---

<sup>2</sup> A ce moment ministre de l'instruction civique et des Beaux-arts

<sup>3</sup> Expression popularisée par Charles Péguy, L'argent, 1913.

Est-ce qu'aujourd'hui, 40 ans quasiment après cette arrivée massive, les familles de classes moyennes et classes populaires savent autant prendre part à la scolarité de leurs enfants que les classes moyennes supérieures et aisées ? Dans un cas comme dans l'autre comment considèrent-ils s'investir dans la scolarité de leurs enfants ? Quelles différences peut-on observer entre ces deux catégories sociales à propos de ce sujet ?

Dans cette perspective, nous étudierons tout d'abord comment la législation a essayé d'inclure ces nouveaux parents d'élèves et ce qu'en pensent les auteurs, afin de formuler un questionnement de recherche et des hypothèses, puis nous verrons comment vérifier ces hypothèses et quels résultats ont été obtenus. Enfin nous analyserons les résultats pour donner une réponse concrète à notre questionnement.

## **I. Les parents comme partenaires de l'école, une idée prônée tant au plan législatif que littéraire**

### **A. Investir les parents : mission législative et regard sociologique.**

Depuis les lois Jules Ferry, nous avons une volonté politique et historique d'ouvrir l'école à tous et de favoriser, tant bien que mal, l'égalité face à l'éducation. Des lois ont été instaurées pour ouvrir le système éducatif et les études supérieures à tous les enfants quelque soit leur origine sociale. Cette massification scolaire prend de l'ampleur jusqu'aux années 60 et s'intensifie notamment grâce à la loi Haby (1975) qui instaure le collège unique mettant en place une seule voie pour tous au lieu de deux auparavant : une élitiste et une plus populaire, à vocation professionnelle.

Cette arrivée massive d'enfants venant de milieux sociaux différents met l'institution scolaire face à une nouvelle coopération et à l'accueil d'un public nouveau. Il faut redéfinir les attentes de l'Ecole et sa place dans la famille ainsi que les attentes de ces nouveaux parents. La loi Haby nous dit « Tout enfant a droit à une formation scolaire qui, complétant l'action de sa famille, concourt à son éducation »<sup>4</sup>, c'est-à-dire que les parents ont un rôle à jouer dans la scolarité de leurs enfants. Ils doivent se sentir inclus et avoir le droit de dire ce qu'ils pensent. Cette même loi nous dit que « Les parents d'élèves élisent leurs représentants qui constituent un comité des parents, réuni périodiquement par le directeur de l'école », elle met donc en place des élections et des représentants de parents d'élèves. On s'aperçoit que des articles de cette loi ont été modifiés en 1989, dont un (article 13) concernant les relations parents/écoles et leur justifications, nous indiquant que « Des relations d'information mutuelle sont établies entre les enseignants et chacune des familles des élèves, au moins jusqu'à la majorité de ces derniers ». Ces prises de contact sont là pour « permettre à chaque famille ou, s'il est majeur, à chaque élève d'avoir connaissance des éléments d'appréciation concernant celui-ci ». Cette même année, en 1989, est décrétée la loi d'orientation, ou loi Jospin, qui place les parents d'élèves comme « membres à part entière de la communauté éducative » et « partenaires permanents de l'école ou de l'établissement scolaire ». C'est avec cette loi d'orientation que commence l'encadrement de l'information et l'inclusion des parents dans l'école. Insisteront également sur ce sujet le code de l'Education de Juillet 2000, la circulaire du 3 mai 2001, définissant les moments

---

<sup>4</sup> Article 1, Loi n°75-620 du 11 juillet 1975



d'intervention des parents et l'action des directeurs et chefs d'établissement concernant ce sujet, et la circulaire ministérielle du 31 août 2006. Cette dernière redéfinit « le rôle et la place des parents à l'école », notamment l'importance de leur « droit d'information et d'expression » dans la scolarité de leur enfant, leur « droit de réunion » et leur « droit de participation ». Des « conseils pratiques » sont également dispensés sur le site du Ministère de l'Education Nationale à destination des parents d'élèves. On constate donc que le monde législatif et la communauté politique ont pris comme enjeu cette coopération parents/école et ont participé à sa favorisation. Cette coopération parents/enseignants à l'école primaire est au cœur des débats, comme on peut l'étudier à travers le compte-rendu des journées de rencontres et d'échanges organisées par la Fondation de France, qui eurent lieu en 2004 sur ce même thème. Lors de ces journées, plusieurs professionnels y ont pris la parole et 22 écoles étaient représentées par deux parents, un enseignant et un directeur d'école.

Le chercheur Pierre Charbonnel<sup>5</sup>, lui, nous fait prendre conscience que l'école ne laisse peut être pas beaucoup de place aux parents puisque depuis que l'enfant a son statut d'élève nous sommes face à un « combat » pour avoir le plus d'emprise sur celui-ci.

Daniel Gayet<sup>6</sup>, lui, parle d'une « concurrence éducative entre les parents et les enseignants à l'école primaire ».

Martine Kherroubi a aussi pris la parole lors de cette journée d'échanges ; elle est l'auteure de l'ouvrage *Des parents dans l'école* (2008), ouvrage qui fait l'état d'analyses et d'observations de chercheurs sur cette coopération parents-enseignants dans 18 établissements qui ont mis en place des modalités favorisant l'entrée des parents à l'école. Cette enquête a été demandée par la Fondation de France à cette chercheuse et permet de voir quelle place est réellement offerte aux parents. On observe donc que la présence des parents est sollicitée, malgré parfois une concurrence en matière d'éducation. On essaye ainsi de favoriser ce que certains appellent la « coéducation ».

Rayna Sylvie et al. (2010) explique que « l'éducation de l'enfant ne se fait pas que par les parents mais grâce à une pluralité d'acteurs dont l'institution scolaire fait partie »<sup>7</sup>. Ces tentatives d'inclusion et de coopération n'empêchent pas une modification de l'image que

---

<sup>5</sup> Chercheur à l'Observatoire de l'Enfance.

<sup>6</sup> Sociologue, maître de conférences, université Paris X – Nanterre auteur de *L'école contre les parents*, Paris INRP, 1999

<sup>7</sup> « Parents-professionnels : la coéducation en questions »

renvoie le système éducatif français, due à une évolution du contexte socio-économique. Ainsi, malgré une volonté d'égalité pour tous, les diplômes obtenus sont dévalorisés, par exemple le baccalauréat<sup>8</sup>, et n'assurent plus une entrée stable dans le monde professionnel. On a donc une perte de confiance en l'institution scolaire notamment du côté des classes populaires qui se sentent perdues parmi les nouvelles attentes et exigences de l'institution scolaire.

De ce fait, l'investissement des parents tend à différer selon le milieu social. Ainsi, les classes moyennes et aisées sont avantagées puisqu'elles connaissent les stratégies scolaires, François Dubet (2007)<sup>9</sup> évoque cette idée de stratégie et nous dit que : « pour toute une partie de la population, l'école est un marché, et ceux qui l'ignorent, les moins favorisés plus disposés à croire à la rhétorique républicaine, se retrouvent les perdants d'un jeu dont ils ignorent tout ». Une partie de la population sait comment faire pour que leurs enfants sortent du système scolaire en ayant réussi, la réussite étant ici surtout l'insertion dans le monde professionnel. Ce sont eux qui ont les clés de ces stratégies et pour cause, ce système leur est familier car ils connaissent les filières à éviter, celles à choisir et pour la plupart des parents de ces classes ils les ont fréquentées.

Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron (1964)<sup>10</sup> démontrent que réussir à « l'école exige une culture et une langue qui ne sont familières qu'aux héritiers ». Ils nous disent aussi qu'il y a une sélection scolaire qui se fait grâce aux différents capitaux détenus par les classes aisées, en adéquation avec les demandes de l'école. Le capital culturel, le plus sollicité par l'école, prend trois dimensions pour ces auteurs. Il est composé des « arcades », informations sur les bonnes filières, de l'« aisance verbale » ce qui permet d'avoir une bonne culture écrite, ces deux là étant liées. Enfin, la « culture libre » permet à l'enfant de mieux comprendre les consignes et de savoir réinvestir des notions.

Tout cela aide les enfants de ces classes aisées et moyennes supérieures à rester performants et à répondre aux attentes de l'école là où les enfants de classes populaires ou moyennes tentent d'y répondre mais n'y arrivent pas. Par exemple, lorsqu'on prend une consigne donnée à deux élèves, un de classe populaire et un de classe aisée, si cette consigne est large, l'enfant issu de classe aisée sera à l'aise face à une marge de

---

<sup>8</sup> Stéphane Beaud dans son ouvrage « 80% de réussite au bac et après ... », les enfants de la démocratisation scolaire, Paris, La découverte, 2002-2003.

<sup>9</sup> *le service public de l'éducation face à la logique marchande*, Tiré de regards croisés sur l'économie, 2007 n°2

<sup>10</sup> « Les héritiers », les étudiants et la culture, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, 1964.

manœuvres qui lui sera laissée grâce à son regard réflexif par rapport au langage. En revanche, l'enfant de classe populaire sera perdu ne sachant pas quoi réinvestir à cause d'une tâche demandée qui est trop ouverte et une perte de vue de l'enjeu de la tâche. Ces enfants s'intéressent au savoir lui-même, d'où l'importance d'une « clarté cognitive »<sup>11</sup> pour tous les élèves en leur montrant comment identifier et dans quel but apprendre à se servir des connaissances. On a donc une sélection des contenus enseignés qui fait qu'un élève, selon son milieu d'origine et la culture de ce dernier, sera plus avantagé.

Les sociologues<sup>12</sup> qui ont étudié ces contenus enseignés à l'école, tels que Bernstein dans les années 60 en Grande-Bretagne, ont montré que les programmes scolaires étaient un enjeu social dans le sens où, élaborés par de hauts fonctionnaires, leur culture y était légitimée et donc celle des classes aisées.

Au vu de ces écrits sociologiques, on se demande alors si toutes les classes sociales ont les moyens de s'investir dans la scolarité de leurs enfants ? La proximité culturelle et ses avantages détenus par certains créent-ils des différences observables selon le milieu social quantitativement parlant et à quel niveau ? Les efforts législatifs et les nombreux conseils sociologiques et pédagogiques ne sont-ils pas altérés par cette perpétuation des inégalités sociales dans l'institution scolaire<sup>13</sup> ?

Ainsi, nous avons vu que le monde juridique et politique mais aussi les sociologues s'intéressent de près aux relations parents/école. Cependant, à travers ces recherches théoriques, j'ai pu constater que l'investissement des parents dans la scolarité de leurs enfants était peu étudié en tant que tel, je me suis interrogée sur la différence d'investissement selon le milieu social. On peut, à partir des écrits lus, émettre quelques hypothèses qui nous aideraient à répondre à notre questionnement.

## B. Hypothèses

---

<sup>11</sup> Downing et Fijalkow, 1984

<sup>12</sup> Sociologie du curriculum : « étudier la façon dont la société sélectionne le savoir, le classe, le distribue, le transmet et l'évalue dans le cadre de l'enseignement » Bernstein.

<sup>13</sup> Comme nous le disent Bourdieu et Passeron en 1970 dans *La reproduction*, Paris Minit.

Des inégalités sont encore visibles. Elles ont été étudiées par des sociologues tels que P. Bourdieu, J.C Passeron ou encore R. Boudon, pionniers de la sociologie de l'éducation. S'opposent alors deux théories :

- Celle de Bourdieu et Passeron (1964) qui parle de « reproduction sociale », c'est à dire que les inégalités sociales se reproduisent d'une génération à une autre<sup>14</sup>. Celle-ci serait due au système éducatif qui la favorise, selon ces deux auteurs. En effet, le capital culturel et économique de chaque famille a une influence notamment, selon Bourdieu, sur la réussite scolaire de l'enfant.
- Raymond Boudon, lui, place l'enfant comme acteur de sa socialisation et les familles comme actrices de la scolarité de leurs enfants. Selon cet auteur, les familles mettraient en place des stratégies pour que leurs enfants s'en sortent au mieux, mais ces stratégies ne seraient connues que des classes aisées et pas forcément des classes populaires.

François Dubet (2007)<sup>15</sup> évoque cette même idée comme nous l'avons vue plus haut, à savoir qu'une partie de la population connaîtrait les moyens de réussir à l'école.

On peut d'ores et déjà faire l'hypothèse que les parents s'investissent que s'ils connaissent les stratégies pour que leurs enfants réussissent. Cette sorte d'investissement serait donc plus facile à effectuer pour les parents de milieux aisés, et les parents des familles les moins favorisées seraient lésés sur ce que l'on pourrait appeler le « marché scolaire »<sup>16</sup>.

Selon les textes et auteurs cités plus haut, nous avons noté que l'investissement des parents est sollicité tant législativement que sociologiquement. Afin de définir ce concept, nous avons, grâce à ces écrits, défini trois types d'investissement scolaire.

Tout d'abord, un investissement au niveau de l'école avec le fait que les parents soient représentants ou non, qu'ils se tiennent informés de ce qui se passe dans l'école et du comportement de leur enfant. (Législation)

Ensuite, nous avons un investissement stratégique des parents dans la scolarité de leur enfant. Cet investissement peut se manifester par le choix de l'école (stratégie pour lutter

---

<sup>14</sup> « Les héritiers », les étudiants et la culture.

<sup>15</sup> *le service public de l'éducation face à la logique marchande* ; Tiré de regards croisés sur l'économie, 2007 n°2

<sup>16</sup> Philippe Meirieu lors d'une conférence donnée le 19 juin 1999 *L'école entre la pression consumériste et l'irresponsabilité sociale*

contre la carte scolaire) ou le choix d'options et de filières qui ne peut être pris en compte ici puisque l'étude porte uniquement sur l'école primaire. (Dubet, Boudon)

Enfin, nous pouvons observer un troisième type d'investissement qui serait plutôt culturel. Par exemple, l'accompagnement des enfants dans leurs devoirs et qui dépendrait du « capital culturel » et de « l'héritage culturel », Bourdieu et Passeron (1964). Les familles de classes populaires ont un « habitus » différent des familles aisées, celui-ci joue sur la réussite scolaire de l'enfant voire sur l'investissement des parents dans la scolarité de leurs enfants. Comme nous le précise Bourdieu, « l'habitus est un ensemble de dispositions à agir, percevoir, sentir et penser d'une certaine façon intériorisée par l'individu selon son groupe social ».

Cet investissement est aussi visible à travers les discussions tenues avec les enfants sur ce qu'ils ont pu voir ou faire à l'école, c'est à dire essayer d'inclure le monde scolaire dans le monde familial, comme peut nous en parler Bernard Lahire (1993)<sup>17</sup>.

Au vu de ces trois types d'investissement, on peut formuler une hypothèse principale qui serait de dire que les familles de milieux défavorisés ne peuvent pas prendre autant part à la scolarité de leurs enfants que les familles aisées.

On peut supposer pour le premier type d'investissement que les parents de classes moyennes et surtout classes populaires ont un manque de confiance en l'école. De ce fait, il y a comme un conflit qui se forme entre parents et école, les deux se rejetant les différentes responsabilités (Daniel Gayet, *c'est la faute aux familles, les familles et l'école*, 1999)<sup>18</sup>. Les familles ont tendance à s'écarter de la communication parents-professeur, surtout celles dont les enfants échouent, selon ce même auteur.

Cette mise à distance peut être due également à la différence de culture et au fait que les parents de classe populaire ne se sentent pas à l'aise face à ce monde scolaire, ce qu'on appellerait « violence symbolique »<sup>18</sup> déjà décrite par Bourdieu et Passeron<sup>19</sup>. Ils n'osent sans doute pas prendre part à la vie de l'école.

Pour le deuxième type d'investissement, les parents des classes populaires, par manque d'information, ne sont pas tenus au courant des différentes stratégies possibles pour donner un meilleur cadre scolaire aux enfants (choix d'école, privée/publique, choix d'options). Ils ont aussi tendance à se comporter comme on a pu le faire pour eux « je suis

---

<sup>17</sup> *Culture écrite et production des inégalités scolaires*, sciences humaines, n°34.

<sup>18</sup> *Ecoles, Familles : le malentendu*, Paris, Textuel, 1997

<sup>19</sup> *La reproduction*, 1970, Paris éditions de minuit.

allé dans cette école, mon enfant ira » ou « quelque soit le lieu de scolarité, privée ou publique, si on veut travailler, on travaille », sans prendre en compte les différences de contexte comme le feraient les parents de classes moyennes ou aisées.

Les familles défavorisées seraient lésées, puisque selon l'auteur François Dubet, « ces familles ne connaîtraient pas les stratégies pour mettre les chances de leur côté et ne savent pas comment intervenir positivement dans la scolarité de leurs enfants » ce qu'il dénonce dans ses différents ouvrages<sup>20</sup>. On peut supposer que les parents des classes aisées seraient plus informés sur les stratégies et le fonctionnement du système éducatif. Ils pourraient s'investir à ce niveau, contrairement aux parents issus de milieux populaires qui n'auraient pas toutes les informations pour y parvenir.

Enfin, le dernier type d'investissement demande aux parents une culture qui est proche, voire plus élevée que la culture scolaire. On peut supposer que les parents n'interviennent pas à cause d'un langage et d'une culture qui seraient différents. On assisterait encore ici à une « violence symbolique », l'enseignant par son langage et sa culture mettrait mal à l'aise les parents de classes populaires. Cette explication pourrait être une hypothèse au fait que les parents de ces mêmes classes prennent moins part à la scolarité de leurs enfants.

Ces trois hypothèses m'ont permis d'être guidée dans mon travail et de savoir comment j'allais répondre à ma question, quelle méthode j'allais employer.

Pour chaque hypothèse émise, j'ai mis en place une méthode pour la valider ou la réfuter. Ainsi, pour les hypothèses une et deux concernant le manque de confiance par rapport à l'école et la non connaissance de stratégie on sait que l'on peut traiter cela grâce aux entretiens puisque ce sont des faits non observables en partie, et que nous devons aller chercher les données par nous même auprès des gens en en discutant avec eux. Pour la dernière hypothèse, qui consiste à dire que le temps périscolaire et les loisirs peuvent être un moment d'investissement du ou des parent(s), on peut le voir directement. Je propose donc de vérifier cette hypothèse par la mise en place d'observation.

---

<sup>20</sup> *C'est la faute aux familles, les familles et l'école*, Daniel Gayet, Paris, Syros, 1999

Maintenant que nous avons posé notre problématique et nos hypothèses, il est intéressant de voir comment nous avons planifié les vérifications de ces dernières et comment cela s'est-il passé sur le terrain. Pour cela, nous verrons dans un premier temps quelles méthodes ont été choisies et pourquoi, puis nous analyserons comment s'est mise en place l'enquête et comment elle s'est déroulée.

## **II. Du papier à la réalité**

### **A. Le choix des méthodes et du terrain d'enquête**

J'ai décidé d'établir cette enquête sur deux écoles afin de faire une comparaison entre deux milieux. Dans mes hypothèses je mets en avant le fait que les parents des élèves issus des catégories populaires ont des facteurs qui les empêchent de s'investir et donc s'investissent moins ou autrement.

De ce fait, il fallait que je trouve des écoles où les différents types de public, présents dans ma problématique et mes hypothèses, étaient inscrits. Aussi, j'ai choisi de faire ma recherche sur la Côte d'Opale, là où habitent mes parents. Je pensais que la prise de contact serait plus facile étant donné le côté proximité des petites villes, ce que j'avais peur de ne pas retrouver à Lille. De plus, une de mes camarades travaillait sur un sujet ressemblant fortement au mien, il était donc préférable que nous ayons deux terrains différents.

J'ai alors, pour les besoins de ma recherche, contacté deux écoles qui se situaient dans deux villes différentes. La première école se trouvait à Berck-sur-Mer dans le Pas-de-Calais, une ville de 15565 habitants<sup>21</sup>. J'ai pris la décision de faire mon enquête dans cette école car je savais qu'elle se situait dans ce quartier où les habitants étaient issus de classes hétérogènes. Le quartier de Berck ville est l'ancien quartier de pêcheurs, donc quartier ouvrier, aujourd'hui essentiellement peuplé de classes moyennes/classes populaires.

La deuxième école que j'ai choisie est celle de Rang-du-Fliers, plus petite ville de 4062 habitants<sup>22</sup>, voisine de Berck-sur-Mer, mais qui est beaucoup plus pavillonnaire, n'ayant en son cœur que peu de logements sociaux et aucun HLM<sup>23</sup>. Rang-du-Fliers est plutôt une commune où ses habitants sont propriétaires. En installant mon terrain d'enquête à Rang-du-Fliers, j'avais pour objectif de rencontrer un public différent de celui de Berck-sur-Mer et de voir justement les différences entre ces deux publics.

En ce qui concerne ces deux écoles, j'ai choisi de me concentrer dans l'élémentaire, puisque j'avais besoin que les élèves aient des devoirs, ce qui n'est pas le cas en école maternelle. De plus, je pense que dans la plupart des parents se représente l'école élémentaire comme moment où l'enfant commence réellement à travailler. En effet, les

---

<sup>21</sup> Selon un recensement de 2009.

<sup>22</sup> Selon un recensement de 2011

<sup>23</sup> Habitation à loyer modéré



parents sont souvent sollicités dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture dès le CP, ainsi que pour les devoirs oraux (poésie, leçon, liste de vocabulaire). Pour les parents, la maternelle n'a pas autant d'importance et beaucoup croient qu'elle se compose essentiellement de jeux et d'activités.

En revanche dès le CP, on commence à avoir des parents qui, selon leur ambition, sont plus ou moins préoccupés par la réussite de l'enfant et s'investissent de différentes manières. L'investissement des parents diffère selon le milieu social, certains voyant toujours plus loin que d'autres (secondaire, études supérieures).

Aussi, j'ai pensé qu'il serait judicieux de centrer ma recherche sur le cycle 3 (CE2, CM1, CM2) puisque celui-ci est le dernier de l'école primaire et qu'il a pour but de faire valider à l'enfant ses dernières connaissances et capacités du socle commun de 2006 afin qu'il soit prêt pour son entrée au collège. Par conséquent, ce cycle est le dernier qui prépare à l'autonomie dans l'organisation du travail, dans l'augmentation de la capacité à travailler et pour valider les bases solides qui lui permettront d'aller plus loin dans la scolarité. C'est en cela qu'il peut être pris comme étant le plus sérieux par les parents.

Au départ, je voulais me concentrer sur le CM2, qui est la dernière année de l'école élémentaire et du primaire, mais manquant de parents volontaires pour me recevoir j'ai dû élargir ma recherche au cycle 3. Mon but avec ces classes n'était pas d'interroger les élèves, même s'il m'a fallu prendre contact avec certains pour pouvoir aborder les parents par la suite. Je voulais rencontrer les parents et les directeurs.

J'ai eu la chance de rencontrer deux directeurs, tous deux professeurs en cycle 3 (CE2 et CM1/CM2), qui m'ont beaucoup renseignée et aidée dans ma quête des parents. Ainsi, ils ont pu me diriger dans mon sujet et c'est notamment avec l'aide du directeur de Berck-sur-Mer que j'ai pu me rapprocher en premier des parents. En effet, celui-ci m'a conviée à un dispositif, à partir du mois de décembre, nommé le CLAS (contrat local d'aide à la scolarité). Ce dispositif est mis en place dans la ville de Berck-sur-Mer pour les élèves défavorisés afin de permettre aux parents de renouer avec l'école et de leur réapprendre à se concentrer sur les devoirs de l'enfant.

Aussi, il m'a proposé d'écrire une lettre destinée aux parents pour repérer les personnes volontaires, c'est comme cela que j'ai rencontré la première maman.

La prise de contact avec Rang-du-Fliers fut plus tardive, puisqu'il m'était difficile de trouver un moment de libre entre mon stage en Angleterre de trois semaines en janvier et le

fait que je ne rentrais que les week-ends chez mes parents, ayant cours du lundi au vendredi à Villeneuve d'Ascq.

J'ai pris contact mi-mars avec la directrice de l'école qui m'a également beaucoup aidée et fut très disponible dès que je l'ai contactée. Il faut préciser que mon terrain d'enquête n'a été que très peu l'école en elle-même car mon idée était surtout de me déplacer dans les familles afin de vivre « un bout de quotidien » avec eux.

Le public ciblé était composé de trois publics : classes populaires, classes moyennes et classes aisées. Même si aujourd'hui, beaucoup d'auteurs critiquent le concept de classe sociale, j'en avais besoin pour placer sur l'échelle économique mes publics et vérifier mes hypothèses qui, justement, reposent sur la différence qu'il peut y avoir d'une classe à une autre.

Pour définir les classes populaires, on peut emprunter une définition d'Olivier Schwartz (1998) qui nous dit que c'est un « ensemble de groupes sociaux caractérisés par une position matériellement et culturellement dominée dans l'espace social et partageant des chances de vie et des conditions de vie marquées par un espace des possibles relativement restreint ». On a donc bien ce rapport dominants/dominés qui existe toujours dans notre société mais qui est reporté désormais à l'école selon Bourdieu et perpétué par cette dernière. C'est en cela que j'ai pensé m'appuyer sur ce concept de classes.

Aussi, les auteurs étudiés dans mes recherches mettent en avant le fait qu'il existe toujours des inégalités et que ces inégalités créent des catégories sociales. On peut donc plutôt employer le concept de catégorie sociale, et donc catégorie aisée ou populaire, tout en tenant compte des remarques d'auteurs qui ont écrit sur les classes sociales pour les définir. Marx fut le premier à parler de classes sociales et définit la classe sociale dominante comme « détentrice du capital » (des moyens de production) et la classe dominée comme « détenant la force de travail qui leur donnera un salaire ».

Il fallait que je m'adapte aux trois publics et à leurs différentes attentes, que ce soit dans l'attitude ou dans le langage. Cette différence d'attitude a commencé par la prise de contact, par téléphone pour les classes moyennes et aisées, ou par rencontre à la sortie de l'école pour les parents issus de classes populaires. Il m'était plus facile de les aborder en face à face et de leur expliquer directement ce que j'attendais d'eux en les rassurant.

J'ai rencontré des difficultés face à l'observation menée chez les familles de catégorie sociale modeste qui avait une certaine réticence à me recevoir. Toutefois, en informant à

chacune de mes prises de contact que ces entretiens et observations resteraient anonymes j'ai réussi à m'entretenir avec cinq personnes de catégorie défavorisée. Je leur ai également précisé que ce n'était pas un jugement de valeurs, ou de « bons » ou « mauvais » parents, comme certains l'ont cru. En effet, à plusieurs reprises et pas seulement les familles qui se sentent déjà jugées par l'école ou inférieure à la culture qui y circule, certains parents de catégories sociales aisées attendaient que je leur dise si ce qu'il faisait était bien ou pas. Cette enquête m'a permis d'apprendre qu'il fallait oser et être ouvert pour avoir un retour de la part des sujets interrogés et ciblés. Aussi, je me suis adaptée à chaque fois aux disponibilités pour montrer aux personnes interrogées mon intérêt pour eux et le sérieux de mon enquête.

J'ai, durant mon enquête, dû définir quelles méthodes j'allais choisir en fonction de ce que je voulais étudier. Je pensais en employer une seule, pensant que cela suffirait, mais au vu de mes hypothèses j'ai compris qu'il serait plus judicieux d'en croiser deux afin d'obtenir des résultats plus précis. Comme je l'ai souligné lors de ma proposition d'hypothèses, j'ai pour chacune de ces dernières trouvé une méthode précise pour la vérifier. Les deux méthodes qui ont été choisies et qui m'ont permis de trouver des réponses à mes questions sont l'observation et l'entretien. Si je les ai choisies, c'est tout d'abord parce que l'observation permet d'être confrontée à des faits sociaux de groupes ou d'individus dans le lieu où nous voulons mener une enquête. Nous savons qu'il y a 3 types d'observation : l'observation participante, l'observation intérieure et l'observation périphérique.

Celle que j'ai choisie de pratiquer est l'observation périphérique c'est-à-dire que mon but n'était pas de m'intégrer à la famille étudiée, je suis restée en observatrice et ai signalé ma présence, en prenant conscience que certains faits observés pourraient être biaisés. Je ne pouvais être là en inconnue puisque nous étions dans un lieu clos et intime qu'est le foyer familial. Ensuite, j'ai mis en place également quelques observations à la sortie des écoles dans le but d'observer qui venait chercher les enfants (père, mère, frère, sœur, tiers ...).

De plus, en utilisant ce type d'observation, qu'est l'observation périphérique, je contourne le « paradoxe de l'observateur » qui fut mis en avant par Elton Mayo dans les années 30, ce qu'on appelle « effet Hawthorne ». Les moments que j'ai observés sont essentiellement l'aide aux devoirs, ou plus largement le temps après l'école c'est-à-dire pendant une à deux heures après la fin de l'école. J'ai étudié la transition école/famille afin de regarder si les

enfants se mettent aux devoirs directement, écouter les échanges qui ont lieu sur le milieu scolaire et l'importance que les parents lui donnent.

A côté de l'observation, je me suis appuyée sur la méthode de l'entretien qui m'a permis d'être en lien direct avec les sujets observés et d'approfondir ce que j'ai pu observer. J'ai fait deux entretiens avec les deux directeurs d'école qui m'ont permis une entrée en matière et d'avoir de nouvelles idées pour mon enquête. J'ai également pu percevoir comment ils géraient la communication avec les parents, quelles limites ils donnaient à leur intervention dans l'école et de quelle manière les parents étaient inclus dans la scolarité de leurs enfants.

L'observation m'a permis d'approfondir ce qui avait été dit en entretien. Je me suis dit que je pourrais observer qui est le plus présent dans l'école et qui échange avec les professeurs. J'ai par ailleurs pendant mes entretiens, relevé quelques renseignements sur cette hypothèse. Il en fut de même pour vérifier la différence d'investissement qui pouvait dans le temps périscolaire et dans les loisirs selon le milieu social ; ne pouvant être présente lors des loisirs je devais poser des questions pour obtenir des informations.

En revanche, pour vérifier la pédagogisation de la vie quotidienne et voir comment les parents s'investissaient au quotidien et quel rôle se donnaient-ils par rapport à l'école, j'ai trouvé plus approprié d'aller observer directement dans les familles comment se déroulait « l'après-école ».

En ce qui concerne le renseignement à propos de stratégies scolaires, j'ai décidé de traiter ce point grâce à l'entretien puisque je pense que les parents ne peuvent être que spontanés sur cette question.

Aussi les entretiens menés furent semi-directifs afin de guider mon entretien sans induire les réponses que je souhaitais entendre. L'entretien devait être le plus neutre possible même s'il est difficile d'arriver chez quelqu'un sans opinions ni préconçus. Mais il est difficile d'être neutre à 100% car de nombreuses choses sont à ajuster en fonction de qui va être interrogé et observé. Ainsi, il faut adapter ses attitudes, venir avec un papier, un crayon si nous sommes dans une famille de catégorie sociale moyenne ou aisée. Au contraire dans les familles de catégories populaires, qui parfois ont déjà du mal à nous faire confiance, il était important d'arriver de manière décontractée, sans prendre de notes. Par conséquent, je n'ai pas enregistré tous mes entretiens je prenais essentiellement des notes, parfois j'essayais de tout prendre et d'autres fois je prenais les choses qui me marquaient.

Il faut savoir mettre à l'aise les gens et parfois accepter de se sentir plus mal à l'aise chez des personnes dont on sait qu'elles ont également fait un mémoire et de longues études. Après chaque entretien et observation, je passais une à deux heures pour retranscrire tout ce qui s'était dit et passé dans les moindres détails. Il faut prendre conscience également qu'en tant qu'étudiant de Master 2 nous renvoyons une image. C'est pour cela aussi que j'ai voulu croiser deux méthodes car cette image est différente si l'on est observateur ou lors d'un entretien.

L'entretien m'a permis de me rapprocher des gens que j'interrogeais, de les mettre en confiance afin qu'ils soient le plus naturel possible par la suite pour l'observation. J'ai trouvé plus agréable de parler avec ces personnes avant de les observer et d'être en quelque sorte intruse chez eux. La mise en confiance par entretien a fait que les parents se sont, je pense, comportés le plus naturellement possible même s'il est vrai que je ne peux en être en sûre à 100%.

Après la planification de mon enquête je l'ai donc mise en place, et suis allée recueillir mes données. Cette tâche n'a pas été simple et j'ai dû ajuster quelques détails.

#### B. Le recueil des données, cache-cache avec les premiers concernés : Les parents.

Mes premiers pas sur le terrain ont été effectués lors de mon premier entretien qui s'est déroulé avec le directeur de l'école de Berck-sur-Mer. Je n'osais pas lui dire que j'avais choisi son école à cause, ou grâce, au quartier dans lequel elle se trouvait. Pour lui, j'ai pu constater que le public de celle-ci était à ses yeux un public « hétérogène » pour reprendre ses mots. Il eût du mal à me dire qu'effectivement dans son école il y avait « beaucoup d'enfants issus de classes populaires ». Nous avons parlé des représentants de parents d'élèves et il m'a dit que ces derniers changeaient très peu : « Souvent les représentants de parents d'élèves changent lorsqu'un parent a son enfant qui part de l'école pour aller au collège. Les représentants sont les mêmes quasiment tous les ans et sont connus par les autres parents qui ne demandent pas mieux que de laisser ces personnes représentantes ». On s'aperçoit donc qu'être « représentants de parents d'élèves » est un rôle difficilement assumé et pas uniquement dans cette école puisque dans celle de Rang-du-Fliers, il en est de même. Les représentants de parents d'élèves sont toujours les mêmes personnes et la

directrice m'a confiée « à ma dernière réunion je n'avais qu'un parent d'élève présent ». Les deux directeurs m'ont précisé que les parents qui se présentaient en tant que représentants de parents d'élèves étaient souvent des personnes issues de milieux aisés ou de milieux moyens. En effet, les personnes de catégories populaires ne se sentent souvent pas à l'aise avec l'institution scolaire et pensent qu'elles n'ont pas d'avis à donner. Cependant, les directeurs pensent que ce sont ces personnes qui seraient les bienvenues pour ouvrir l'école à tous, parler de ce qui s'y passe et les intéresser au fonctionnement. Toutefois, rares sont les représentants de parents d'élèves qui sont là pour parler des apprentissages et beaucoup sont essentiellement préoccupés des « sorties scolaires, des jeux, des loisirs et de la cantine », toujours selon les directeurs.

Si la FCPE (association de parents d'élèves) affirme qu'en 2011 le taux de participation dans le primaire était de 44% en France, il ne faut pas négliger le fait que ce soit toujours les mêmes qui se présentent. Les parents de catégories populaires seraient absents à ce niveau, se sentant mal à l'aise ou ne portant pas d'intérêt particulier puisqu'il est vrai que le rôle de représentant de parents d'élèves est quelque chose de flou, souvent peu ou pas expliqué et qu'il est difficile de définir soit même. Dans la tête des parents, être représentant de parents d'élèves c'est essentiellement d'« assister aux réunions et être passif, sauf en ce qui concerne la cantine et les sorties scolaires où là on demande notre avis », selon un parent interrogé.

Avec le directeur, j'ai aussi écrit une lettre aux parents afin de trouver des volontaires qui seraient d'accord pour être interrogés (annexe 1). Nous avons discuté de l'intégration des parents dans son école. Je me suis aperçue qu'il était rare que les parents rentrent dans l'école et qu'ils aient un contact avec le maître. Il en était de même à Rang-du-Fliers, la grille de l'école faisant office de frontière et les parents devant prendre rendez-vous pour venir voir les professeurs. Le rare contact avec les parents peut en empêcher certains de se sentir à l'aise ou altérer la communication avec des professeurs en ce qui concerne les problèmes de l'enfant.

Toutefois, dans l'école de Berck-sur-Mer un dispositif a été mis en place pour inclure les parents à l'école et désacraliser ce lieu qui, pour les parents de classes populaires, reste parfois un mauvais souvenir : 3 personnes de catégories populaires sur cinq m'ont avoué que « lorsqu'ils étaient petits ils n'aimaient pas l'école ».

Ainsi ce dispositif du CLAS (annexe 2), dont j'ai déjà évoqué le but plus haut est mis en place dans les écoles de Berck-sur-Mer par le centre social de cette même ville et se déplace chaque soir dans différentes écoles de la commune pour aider aux devoirs les enfants issus de catégories populaires. L'idée est aussi d'intégrer les parents dans l'école, de les faire venir dans cette institution pour dédramatiser ce lieu et montrer que l'on y est tous sur un même pied d'égalité. De ce fait, des goûters sont organisés en présence des parents où les professeurs sont conviés. Certains soirs, des jeux de société sont à disposition pour les enfants et de leurs parents, car on sait que le jeu est essentiel pour l'enfant et qu'il prend une dimension affective lorsqu'il est partagé avec les parents.

Lors de ses déplacements le CLAS fait essentiellement de l'aide aux devoirs mais il a également pour but de renouer un lien école/parents/enfants. Le CLAS demande aux parents, autant que possible, qu'ils soient présents lors de l'aide aux devoirs. Cela permet d'instaurer une méthode de devoirs et un lien parents/école. En effet, les parents peuvent parler avec les volontaires du CCAS de leurs problèmes familiaux, de leurs joies et de leurs peines, ce qui permet d'avoir une oreille attentive et de se libérer pour certains qui n'auraient personne d'autres à qui parler. Les parents voient également que les devoirs sont quelque chose d'important, à ne pas négliger, et que l'enfant doit être suivi.

J'ai donc plusieurs fois été conviée au CLAS et ai pu ainsi être mêlée à ce moment pour voir comment cela se passait en réalité. Cela m'a permis de rencontrer des parents issus de milieux populaires, qui ne sont pas aussi accessibles que l'on peut le croire. J'ai également pu constater que le CLAS était un véritable encadrement pour les parents et que cela leur permettait de réapprendre à avoir des obligations quand certains n'avaient plus de travail. Par exemple, une maman qui n'était pas venue et n'avait pas prévenu a eu une petite remarque par les bénévoles lui disant qu'elle aurait dû prévenir pour éviter qu'ils ne l'attendent et qu'il serait bien qu'elle soit présente le plus souvent possible pour l'enfant. Le CLAS permet même parfois aux parents de renouer un contact social, de se sentir valorisés et de reprendre confiance en eux. Toutefois, on peut remarquer que les devoirs sont surtout faits par les bénévoles avec les parents et que certains parents, déjà épuisés de leur journée, préféreraient être chez eux en intimité et pas observés par des bénévoles qui leur donnent tout de nombreux conseils. C'est pour cela qu'il est prévu des moments de décontraction où les enfants jouent, où les parents discutent, pour garder une bonne ambiance. Les enfants accueillis sont de tous âges, mais plus particulièrement en cycle 2

(CP/CE1). Par conséquent, ils sont difficilement concentrés après une journée de travail. La séance durant une heure, dès qu'ils ont terminé leurs devoirs ils ont le droit de jouer. Le CLAS permet d'encourager les parents à s'investir dans les devoirs de leurs enfants, de leur redonner confiance en leurs capacités pour les aider, car la plupart des parents de catégories populaires font un pas immense en acceptant cette aide, et en surpassant cette « violence symbolique » qu'ils ressentent face à l'école.

Enfin, dans cette même école et toujours pour favoriser l'investissement des parents, il fut organisé un marché de Noël où les enfants vendaient ce qui avait été fait en classe, c'est-à-dire ce qui fut l'aboutissement d'un projet de classe. Les parents pouvaient par la même occasion rencontrer les professeurs, parler avec eux, aider à la préparation du marché et voir ce que leur enfant fait en classe. Malgré cette fréquente présence, je n'ai eu qu'une seule réponse à la lettre diffusée dans l'école. Il me fut difficile de trouver des parents volontaires dans cette école, plus que dans celle de Rang-du-Fliers où les parents me connaissaient de vue pour la plupart, ayant travaillé au centre de loisirs de la ville et fait deux stages dans cette école durant mon Master 1.

Ce qui gênait le plus souvent les parents était le fait que je devais venir observer chez eux et que j'étais une parfaite inconnue qui allait pénétrer leur intimité. Il m'est arrivée que les parents me disent « oui » de vive voix puis qu'ils ne répondent pas à mes autres prises de contact pour convenir d'une date et d'une heure.

J'ai tout de même réussi à aller chez 15 parents qui ont bien voulu m'accorder du temps. J'ai alors pu observer et analyser ces moments familiaux banalisés que sont l'aide aux devoirs et les échanges parents/enfants après l'école. Si j'ai choisi d'interroger 15 personnes c'est tout d'abord parce que je voulais 5 personnes de chaque classe : classe moyenne, classe populaire et classe aisée. Afin de savoir qui appartenait à quelle classe et définir les critères de ces dernières, je m'étais appuyée, en ce qui concerne la différence classe populaire/classes aisée, sur les écrits de Marx et de Weber, comme j'ai pu le citer plus haut, ainsi que sur la définition d'Olivier Schwartz des classes populaires. Puis, pour définir dans quel cadre rentrait la classe moyenne, je me suis appuyée sur les informations de l'INSEE qui nous dit que la classe moyenne correspond aux catégories socioprofessionnelles des professions intermédiaires et que ses frontières bougent selon le type de famille, comme nous l'explique le tableau en annexe 3. C'est comme cela que je me suis rendue compte que pour finir il serait préférable de prendre des données chiffrées



pour délimiter les trois catégories sociales en fonction du type de famille et de leurs revenus.

Pour réaliser ces observations et ces entretiens, j'ai parfois dû aller chez les parents le mercredi ou le samedi lorsqu'ils faisaient les devoirs, faute de disponibilité des parents le soir après l'école. Ainsi, il fut intéressant de voir que parfois, au niveau de l'investissement dans les devoirs, les grands-parents ou les nourrices ont un grand rôle et prennent involontairement une place primordiale dépassant celle du parent.

Le déroulement des entretiens et observations fut le même à chaque fois. Je faisais d'abord l'entretien puis je restais pour observer, afin de prendre contact et de mettre à l'aise la personne, et même les enfants qui parfois étaient distraits par ma présence. Chaque fois j'abordais les mêmes thèmes grâce à un guide d'entretien que je suivais afin de savoir rebondir sur ce que disaient les personnes interrogées (annexe 4).

Pour l'observation, je savais que je voulais observer essentiellement le rôle du parent, cependant, l'interaction enfant/parents était très intéressante aussi et enrichissante, c'est pour cela que je me suis attardée dessus également. J'ai donc pu voir qui faisait les devoirs avec les enfants, où les enfants faisaient leurs devoirs, comment se passaient les échanges avec les parents. En me laissant venir chez eux, les parents m'ont ouvert une porte de leur intimité et m'ont fait confiance. Je sentais, selon les familles, que cette confiance était plus ou moins grande et plus celle-ci était grande, plus ils étaient à l'aise et se comportaient naturellement. Il m'est arrivée deux fois de ne pas être à l'aise moi-même. Aussi, afin de ne pas perturber les parents et l'idée qu'ils avaient de ma recherche, parfois je les laissais me parler de ce qu'ils voulaient et de leur vision de ma recherche. Je ne leur ai pas précisé exactement l'objet de ma recherche, j'ai surtout insisté sur les devoirs à la maison qui est un sujet banal et passe-partout. Volontairement, je n'ai pas du tout parlé d'investissement qui pourrait être un mot auquel les parents ont envie de répondre toujours positivement. En effet, dans la tête des personnes, s'investir dans la scolarité des enfants est un point essentiel à l'éducation de ces derniers. Même s'ils savaient que je venais sans jugement, il est vrai que l'on a tous une vision des choses ; j'avais donc en tête ma propre expérience avec mes parents et j'essayais d'en faire abstraction un maximum pour ne pas biaiser ce que je voyais et ce que les parents me disaient.

Aussi, il m'est arrivée de biaiser une enquête de par ma connaissance de la personne et sa belle manière d'essayer de voir tout ce que j'attendais d'elle. Cette personne, issue de milieu aisé, a tout fait pour voir ce que j'attendais, et je lui en ai trop dit. Toutefois, ayant vite compris ce qui se passait lors d'un repas où je lui en ai parlé, je pense que l'on peut l'analyser. En effet, cette personne voulait que tout soit parfait et avait peur que je ne la juge. La connaissant très bien il est vrai que ce fut difficile de ne pas avoir d'idée sur ce que j'allais observer.

Lorsque je lui ai parlé de mon sujet de mémoire, je lui ai donné le titre de celui-ci : « l'investissement de parents dans la scolarité de leurs enfants, selon le milieu social ». Elle s'est empressée de dire « tu peux venir chez nous tout est nickel ! ». Ceci était dit sur le ton de la rigolade mais j'ai tout de même répondu que je n'étais pas là pour juger et qu'il n'y avait pas de bonne ou de mauvaise réponse. Elle essayait de décortiquer mon sujet en me demandant ce que j'allais observer exactement, je lui ai dit que j'allais surtout regarder les devoirs, pour ne pas lui dévoiler tout ce que j'observais afin de ne pas tout biaiser. Disons que cette personne est très organisée, que ce soit avec ses enfants, dans son travail ou dans son foyer. Je pense qu'il était perturbant pour elle que je vienne sans savoir exactement pourquoi. Elle essayait de deviner des tas de choses, j'ai donné quelques renseignements pour la rassurer en lui disant d'être le plus naturel possible. Je pense surtout que cette personne avait peur d'être jugé et il faut dire que le paraître dans notre société est quelque chose de très important. Il est délicat de se faire interroger par quelqu'un que l'on connaît sans savoir ce qu'elle cherche, ce qu'elle va en tirer. Je ne pouvais pas venir à l'improviste pour mon enquête chez elle. J'ai donc décidé qu'il serait quand même intéressant d'y aller, pour voir son organisation et son investissement. Il fut très utile d'avoir un entretien et deux heures d'observation chez ces personnes afin de croiser les deux et faire la part entre l'image et le réel.

C'est ainsi que, débarrassée du mieux que je pouvais de mes préconçus et de ma vision des choses, je suis allée faire mes entretiens et mes observations. J'avais pris conscience de ce que je voulais vérifier exactement et de la manière dont je m'y prenais. Je savais que l'objet de ma recherche était l'humain et qu'il fallait donc le manipuler avec précaution. J'ai relevé un certain nombre d'informations qui a répondu à mes hypothèses. C'est ce que je propose d'analyser dans ma troisième partie.

### **III. Une volonté d'investissement qui transcende les groupes sociaux.**

#### A. « Quand on veut on peut » ?

Il est vrai que dans chaque famille où je suis allée, j'ai remarqué que les parents voulaient s'investir, en tout cas ils en avaient l'impression et même pour la plupart l'envie. Seulement vouloir n'est pas toujours pouvoir. Et cela s'est vu également à travers ce que j'ai observé et ce que les parents m'ont dit. Il y a donc dans chaque famille une volonté de ces derniers toujours présente mais la capacité de le faire est parfois absente. Cela se ressent différemment selon les domaines et donc les différents types d'investissement.

Le premier type d'investissement qui est un investissement surtout au niveau de l'école, comme il a été décrit plus haut est un investissement qui est peu évoqué par les familles d'elles-mêmes. Mon hypothèse était que les parents des classes populaires par un manque de confiance en l'école, et une impression de violence symbolique, ne se présentaient pas en tant que représentants de parents d'élèves. Et s'il s'est avéré correct qu'effectivement cela ne les intéressaient pas, même si elles en avaient le temps.

J'ai pu, au fil de mes entretiens m'apercevoir, qu'il en était de même pour certains parents de catégories moyennes et surtout pour les catégories de classes aisées. Deux mamans sur cinq de catégorie sociale supérieure étaient représentantes de parents d'élèves. Les autres parents de catégorie sociale supérieure m'ont dit qu'ils préféreraient avoir du temps à passer avec leur enfant plutôt que d'aller aux réunions de parents d'élèves. Une maman m'a dit « je travaille MOI ! » et qu'il fallait en déduire que ce serait plus aux personnes qui n'ont pas de travail de faire cela.

On remarque qu'à certains moments une fracture sociale s'observe et s'entretient, avec des préjugés et des remarques les uns sur les autres, ce qui favorise l'ancrage d'inégalités visibles à l'école et entre les parents d'élèves. De part mes discussions avec les directeurs d'écoles, j'ai pu m'apercevoir que les parents volontaires pour cette mission étaient de plus en plus rares. J'ai pu remarquer, par exemple, que de moins en moins de parents étaient représentants de parents d'élèves tout simplement par faute de temps, qui fut l'argument le plus mis en avant. Néanmoins, je pense que celui-ci en cachait un autre. En effet, on peut supposer que comme j'étais à leurs yeux une future professeur des écoles, il était peut-être difficile de m'avouer qu'ils n'avaient pas envie d'être représentant de parents d'élèves.

L'hypothèse du conflit école/classe populaire tiens dans le sens où, selon les directeurs d'écoles, les parents issus de classes populaires sont, le plus souvent, absents des réunions de parents d'élèves et quand il s'agit de les interroger sur ce sujet il est vrai qu'elles répondent clairement qu'elles ont autre chose à faire. Soit parce qu'elles ont d'autres préoccupations, soit parce qu'elles ont des métiers avec des horaires difficiles, ou alors parce qu'elles considèrent qu'elles n'ont pas leur place.

Toutefois, cette réponse à l'hypothèse est à relativiser dans le sens où on a vu que les parents de milieux aisés avaient du mal à s'engager également sur ce point. Ici, les parents de classes moyennes sont les plus investis et on pourrait justifier ce fait par une volonté d'« ascension sociale », comme nous le disait Bourdieu. On peut le remarquer grâce au fait que ces familles veulent toujours être informées de ce qui se passe à l'école, comment se déroule la scolarité de leurs enfants et de ce qu'il faut faire pour réussir. Comme nous le disait Dubet (1997), les parents de classe moyenne, aux yeux des enseignants, sont les « parents modèles », les « chouchous » des professeurs. Ils sont socialement les plus proches d'eux et donc partagent le même habitus. Ils écoutent le professeur et ses conseils sans remettre en question sa façon d'enseigner ni lui dire ce qu'il doit faire comme le font, toujours selon le même auteur, les parents issus des classes aisées.

Ces dernières ont tendance à s'investir un maximum dans la scolarité de l'enfant et dans la communication avec le professeur en demandant souvent des justifications, des explications sur les programmes, en donnant parfois même des avis aux professeurs. Une maman que j'ai interrogée, et qui fait partie des parents de catégorie sociale aisée, m'a avoué avoir retiré son enfant du privé. Dans cette école, les parents, parce qu'ils payaient, demandaient sans cesse des comptes et donnaient des instructions au professeur qui les suivait. En tant que professeur nous devons avoir confiance en nous et en nos programmes, sans avoir à écouter les conseils des parents qui peuvent nous faire perdre notre crédibilité, ce qui s'est passé avec cette maman.

Les parents de catégories populaires que j'ai interrogés m'ont dit qu'ils n'étaient pas représentants, cependant, trois sur cinq font tout pour s'investir dans la vie de l'école en donnant des coups de main, par exemple, lors d'événement intra-établissement (organisation d'un marché de Noël) ou en passant des qualifications pour encadrer les enfants lors de sorties scolaires. Deux mamans et un papa avaient passé des qualifications, en piscine et en vélo, pour encadrer avec le professeur et palier au manque de personne.

Elles trouvent par ce moyen une valorisation et un sentiment d'utilité qui ne leur ai pas forcément commun, un papa m'a avoué : « ça m'permet d'partager des moments avec lui ... on montre à l'institut qu'on est là quoi !... C'est sympa ! ». Cela leur fait plaisir d'aider et les intéresse plus qu'une réunion de parents d'élèves. On observe donc une manière et des règles implicites qui font que chacun reste « à sa place ». On pourrait résumer cela à : « Les gens les moins qualifiés sur le terrain et les plus qualifiés au décisif ». Ici les moins qualifiés font les sorties scolaires et ceux qui le sont un peu plus les réunions.

Ceux qui sont encore plus qualifiés s'engagent très peu, n'ayant sans doute pas le temps et surtout préférant donc se concentrer uniquement sur ce qui va leur servir. En effet, la plupart des parents et même les directeurs m'ont fait comprendre que c'était de moins en moins intéressant, car les parents veulent essentiellement parler des sorties scolaires, du repas à la cantine, du matériel à acheter et on ne les inclut pas forcément dans d'autres choses. Le rôle de représentant de parents d'élèves perd de l'intérêt aux yeux de tous et cet investissement dans l'école se fait surtout par les classes moyennes et à leur manière par les classes populaires. Les parents de catégorie aisée étant à l'écart pour ce type d'investissement, soit par envie, soit par manque de temps. En revanche, ils le sont d'autant plus dans le deuxième investissement qui concerne les stratégies scolaires.

Ainsi, j'ai pu vérifier l'hypothèse que par leur expérience et leur connaissance du système éducatif, les parents de classes aisées étaient ceux qui intervenaient le plus dans les choix scolaires des enfants. Notamment, on peut prendre pour exemple le choix d'options telles que le latin, l'anglais européen ou les filières au baccalauréat. Ici, pour vérifier cette hypothèse, j'ai observé la famille entière et les aînés, qui étaient déjà dans des classes supérieures. C'est comme cela que j'ai pu me rendre compte, au sujet des options, que chez les classes aisées on avait une forte influence des parents concernant leur choix et même en ce qui concernait le choix de l'établissement. Par exemple, sur cinq personnes interrogées dans les classes aisées, trois vont mettre leur enfant dans le privé à la suite de la scolarité publique en primaire. Elles estiment que le suivi y est meilleur, ayant déjà testé avec les aînés, et que le panel d'options proposait offre de meilleures chances pour plus tard. On retrouve, dans ces nouvelles options préférentielles, l'exemple de la classe bilingue dès la sixième, c'est-à-dire que les enfants font de l'anglais et de l'allemand dès la sixième au même nombre d'heures. Les langues étrangères sont très importantes et aident à se démarquer de nos jours dans la vie active, c'est en cela qu'elles pèsent sur les décisions des parents. Le latin, lui, est connu pour être la langue élitiste par excellence. On la

retrouve dans les filières prestigieuses telles que : médecine, pharmacie ou droit. De plus, elle permet de gagner des points au baccalauréat et par conséquent favorise l'accès à mention. C'est comme cela que les parents m'ont justifié leur choix.

En ce qui concerne les classes moyennes, on est plus dans un regard qui laisse quand même un large choix à l'enfant. Pour les parents avec qui j'ai discuté, le principal est que l'enfant se sente bien à l'école pour réussir et aller le plus loin possible. Il choisit en fonction de ses goûts, l'essentiel est d'avoir un résultat au bout.

J'ai pu relever, chez les parents de classes moyennes, une peur de l'échec pour leurs enfants. Celle-ci les poussait à être prudents dans le choix et le nombre d'options. Pour eux, « trop prendre d'options » c'était un risque « de ne pas s'en sortir ».

Cette mise en place de stratégie a été étudiée par François Dubet (2007)<sup>24</sup> qui nous dit que des règles du marché économique s'installent dans l'éducation et que des stratégies sont mises en place pour favoriser la réussite des enfants. Seulement, j'ai constaté que ces stratégies n'étaient connues que par certains parents.

Les parents de classes moyennes prennent de plus en plus connaissance de ces stratégies mais écoutent beaucoup les envies de l'enfant surtout sur le choix de l'établissement. Pour la plupart des parents de cette catégorie, ce choix est très important et favoriserait la réussite ou l'échec, selon si l'enfant s'y sent bien ou pas. Les professeurs, eux, connaissent très bien les règles de ce marché et les choix à faire ou à éviter.

Les parents de catégorie sociale défavorisée sont désavantagés et donc en incapacité de faire des choix puisqu'ils n'en ont pas connaissance.

De plus en plus, de nombreux auteurs remettent en cause l'égalité de tous face à l'école, notamment à cause de connaissances que certains ont et d'autres pas. Cette source d'inégalité à cause de choix individuels avait déjà été mise en avant par Raymond Boudon (1973)<sup>25</sup>. Celui-ci nous dit que l'école n'y est pour rien dans l'inégalité mais que cette dernière résulterait de choix individuels, faits à des moments clés de la scolarité de l'enfant. Les catégories sociales moyennes et supérieures connaîtraient les filières les plus avantageuses et les parents pousseraient les enfants dans ce sens, d'où le choix d'options particulières. En revanche, les parents issus de familles modestes seraient déjà satisfaits

---

<sup>24</sup> *Le service public de l'éducation face à la logique marchande*, regards croisés sur l'économie.

<sup>25</sup> *L'inégalité des chances, la mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Armand Colin.

que leurs enfants arrivent au baccalauréat et ne les pousseraient pas dans des filières élitistes. Ils les laissent choisir, ce qui mène bien souvent à une sortie dans le monde professionnel beaucoup plus précoce que chez les autres catégories.

C'est ce que j'ai pu constater en parlant avec les parents, et j'ai notamment pu entendre des phrases chez les catégories populaires qui disaient que « le plus important c'est qu'il ait un travail le plus vite possible » ou « on pense pas qu'il fera de grandes études mais c'est pas grave nous non plus et on s'en sort quand même hein ! ».

On peut aussi, dans les stratégies, mettre le point sur les sacrifices qu'une famille de classe moyenne fait pour que son enfant aille loin. J'ai rencontré des parents qui auraient souhaité un deuxième enfant mais qui savent qu'ils vivent bien actuellement parce qu'ils n'en ont qu'un. Ces personnes m'ont dit :

« Un deuxième enfant ? Pour quoi faire ? On va lui offrir quoi ? Y'a les études à payer, la maison ... Au moins elle pourra faire les études qu'elle veut ».

Ils savent que le contexte socio-économique est de plus en plus difficile, que les études sont importantes et à ne pas négliger afin que leur fille s'en sorte encore mieux qu'eux. Cette ambition n'est pas retrouvée chez les parents de classes populaires que j'ai pu rencontrer. La plupart de ces parents espèrent que leur enfant aura un métier mais ne pensent pas forcément à l'ascension sociale, des parents m'ont même dit :

« Les riches restent riches et les pauvres restent pauvres ».

On a donc pour certains parents de cette classe une désillusion de l'égalité de chance face à l'école. Les parents de classes populaires ne peuvent pas s'investir à ce niveau puisqu'ils connaissent très mal le système et ce qu'on attend d'eux exactement. Cela se ressent dans le troisième investissement qui porte sur les devoirs et la culture.

Ainsi, j'ai pu remarquer que les parents de cette classe ne savent pas ce qu'on attend d'eux au niveau des devoirs du fait de leur mauvaise connaissance du système éducatif. Par conséquent, les devoirs sont faits, puisque cela est une règle d'or dans chaque famille que j'ai observée, mais le plus souvent on n'en tire rien.

En effet, on ne dit pas à l'enfant à quoi cela va lui servir et on ne donne pas de sens à l'apprentissage du fait d'un manque de connaissance à ce sujet. De ce que j'ai pu observer dans ces familles, l'implication dans la réalisation des devoirs est primordiale, ils doivent être faits au prix parfois de cris et de punitions. On sait que le travail est une valeur

importante de ce groupe social et que la fainéantise est considérée comme un réel défaut chez les classes populaires.

Toutefois, on s'en tient à ce que demande le professeur, on ne dit pas à quoi cela va servir plus tard et ce que l'on pourra faire quand on le connaîtra. J'ai vu des parents, même de classe moyenne, se mettre en conflit avec leur enfant parce qu'il ne comprenait pas une méthode ou une notion. Ce dont ils ne s'apercevaient pas était que cette incompréhension n'était pas grave et qu'il fallait que l'enfant comprenne quitte à ne pas faire l'exercice et à attendre les explications du professeur. Mais le travail « doit être bien fait », tout doit être bon, au prix même de leur donner les réponses. On donne des exercices jusqu'à ce que l'enfant réussisse, sans même savoir s'il a compris la méthode, ni s'il saurait les refaire dans un autre contexte.

J'ai ainsi rencontré une famille où l'enfant avait des difficultés dans la réalisation des devoirs et en compréhension. La professeur avait dit à la mère « plutôt que de lui donner les réponses », ce qu'elle faisait pour qu'il ait bon et qu'il ait des bonnes notes, « laissez-le chercher seul ». De ce fait, la mère le laissait chercher seul et l'enfant faisait ses devoirs dans la voiture sur le parking de l'école pendant qu'elle parlait avec ses copines. La mère m'a expliqué que c'était « pour s'avancer », et que « comme ça il ne perdait pas de temps » et qu'elle était « contente parce qu'il arrivait à tout faire tout seul et vite ».

Il peut donc y avoir des incompréhensions entre les professeurs et les parents, car ici l'autonomie pour l'un ne veut pas dire une liberté totale et aucun regard sur le travail de l'enfant pour l'autre.

J'ai aussi rencontré des parents de classes moyennes et de classes populaires qui se sentaient dépassés tant au niveau de la quantité de devoirs que de leur difficulté. Parfois, ils devaient eux-mêmes se remémorer comment il fallait faire, avec une méthode plus ancienne et donc différente de maintenant, pour aider les enfants. J'ai vu des parents, par exemple, en mathématiques qui commençaient réellement à avoir des difficultés pour aider leurs enfants et qui de ce fait les laissaient faire en disant « tu verras demain avec le maître ». Toutefois, dans la plupart des familles qui m'ont accueillie, l'enfant fait ses devoirs en présence du parent qui reste à disposition si besoin est. Bon nombre d'enfants, quelque soit la catégorie sociale, faisaient leurs devoirs dans la cuisine ou dans la salle à manger, malgré pour certains la mise à disposition d'un bureau dans leur chambre. Aussi, on peut voir des parents de classes moyennes trop s'investir dans les devoirs de l'enfant. J'ai pu voir une maman faire un exposé complet avec sa fille. Elle ne savait pas que par là



elle empêchait cette dernière d'accéder à une autonomie qui lui serait utile l'année d'après au collège. En revanche, les parents de catégorie sociale modeste, même s'ils veulent s'investir, ne le peuvent pas forcément faute de capacité ou par peur de « faire mal ». Ce déficit visible chez ces familles est comblé par le CLAS puisque c'est l'école qui choisit et propose aux parents de les aider.

Le CLAS permet aux parents de cette catégorie d'être accompagnés et d'avoir quelqu'un pour les aider quand ils ne savent pas répondre. On leur donne des méthodes également. J'ai pu remarquer que parfois les enfants étaient très fatigués après leur journée d'école et devaient quand même aller pendant une heure à cette aide avec leurs parents. Le fait qu'ils soient avec d'autres enfants peut les déconcentrer et on s'aperçoit que, parfois, quand ils sont aidés par les bénévoles, les réponses leurs sont peut être donnés trop rapidement. J'ai pu tirer le même constat lors de mon observation à la garderie de l'école de Rang-du-Fliers, où la dame de service donnait toutes les réponses aux enfants. Ces derniers rentraient chez eux et certains parents ne vérifiaient que la réponse, comme elle était juste les enfants avaient le droit de jouer. D'autres parents demandaient : « Comment tu as fait pour trouver ? », ce à quoi les enfants répondaient : « C'est la dame qui m'a donné la réponse ! ».

Quand j'ai observé les parents de milieux aisés, je me suis rendu compte qu'ils laissaient faire l'enfant seul afin qu'il acquiert une certaine autonomie. Néanmoins, dès qu'ils savaient que c'était une matière où l'enfant avait des difficultés alors des exercices supplémentaires et cours particuliers étaient de rigueur. Cela désavantage encore les autres classes qui n'ont pas accès à des prestations de ce genre.

Les parents de classe populaire surveillent toujours les devoirs de l'enfant, ils s'investissent donc à leur manière dans ce domaine. Presque tous les parents avec lesquels je me suis entretenue m'ont fait comprendre que les devoirs étaient très importants pour eux car c'était le seul moyen de s'investir, le « seul lien » qu'ils avaient pour voir ce que leur enfant faisait.

Certains parents de classe aisée, eux, m'ont confié que les devoirs étaient parfois « de trop » et que l'on n'en avait pas besoin, alors que pour les parents de catégorie populaire les devoirs sont une preuve de travail et qu'« il faut en faire pour réussir ». Il en est de même pour les parents de classe moyenne que j'ai observés.

J'ai pu me rendre compte que même si les parents voulaient s'investir à différents niveaux, selon leurs moyens et leurs capacités, chez tous les groupes sociaux cet

investissement n'occupe pas une grande place. A partir du moment où l'enfant travaille bien à l'école cela leur suffit. On retrouve chez peu de familles, et notamment chez ceux de classes aisées, cette volonté de préparation au futur. Chez la plupart d'entre-elles, tant que l'enfant réussit au moment présent et qu'il ne redouble pas leur exigences s'arrêtent. Au contraire, chez les familles les plus aisées et de catégorie moyenne, on remarque que l'on prépare l'enfant à plus tard : « oui tu réussis maintenant mais tu pourrais travailler plus car au collège ça sera différent ».

Les parents s'investissent tous, quelque soit la classe sociale, mais différemment. Il y en a qui inculquent des méthodes de et entraînent les enfants à avoir une capacité de travail plus grande, par exemple en leur faisant apprendre leurs leçons chaque soir ou en faisant des liens avec d'autres choses du quotidien.

Les classes moyennes, elles, savent expliquer des choses et entrainer leur enfant, mais laissent une large part au professeur et n'expliquent pas forcément le sens des devoirs.

Quant aux classes populaires, elles voient les devoirs comme un travail à faire obligatoirement, pour renvoyer une image positive au professeur afin que ce dernier soit content. Pour autant, elles ne perçoivent pas la pertinence des devoirs pour l'avenir de leurs enfants.

#### B. Des familles qui s'investissent différemment, la prise en compte d'autres facteurs

Nous avons vu grâce à cette enquête que les parents de tous milieux s'investissaient, du moins que leur volonté était là. Toutefois, cet investissement diffère selon le milieu social et les capacités d'investissement ne sont pas les mêmes. Cela met certains parents dans l'incapacité de s'investir et notamment les parents issus de catégorie sociale modeste.

Nous pouvons aussi mettre en avant le fait qu'il y a d'autres facteurs à prendre en compte que le milieu social. Ainsi, le nombre d'enfants, la situation familiale des parents, le type de famille (recomposée, monoparentale, nucléaire), le déroulement de la scolarité des parents ou la culture de ces derniers, peuvent être des facteurs propices ou non à l'investissement des parents dans la scolarité de leurs enfants.

Par exemple, il serait intéressant de voir comment se passe le moment des devoirs dans une famille avec plusieurs enfants où la mère doit s'occuper des plus petits (du bain, du repas) et en même temps être à disposition des plus grands pour les devoirs. A propos de ce facteur du nombre d'enfants, on peut aussi le coupler avec l'âge des parents. Je suis allée

par exemple chez une famille de catégorie sociale aisée où la maman avait un enfant en CM1. Cet enfant était le dernier d'une fratrie de trois et cette maman avait 48ans. Elle m'a alors confié qu'elle sentait qu'elle « avait pris de l'âge » et que c'était le « petit dernier ». Elle m'a avoué que ses grands frères prenaient souvent le relai pour les devoirs et qu'elle avait du mal à s'investir autant que pour les deux premiers. Cette baisse d'investissement était surtout visible au niveau de l'école, elle ne souhaitait plus être représentante, alors qu'elle l'avait été, et laissait sa place « aux plus jeunes ».

Aussi, un autre facteur important est la culture de la famille. Celle-ci dépend du niveau social mais on se rend compte que même à niveau social égal elle peut varier. Par exemple, dans les familles aisées où je suis allée, j'étais persuadée que la culture écrite allait être très importante. Or, deux personnes sur cinq m'ont dit qu'elles emmenaient leur enfant à la médiathèque chaque semaine et les autres m'ont avoué ne plus y aller car cela n'intéressait plus les enfants. On s'aperçoit que les parents, à niveau social égal, sont investis différemment dans le troisième type d'investissement qui porte sur les devoirs et la pédagogisation de la vie quotidienne. On remarque cependant que les parents qui emmènent régulièrement leur enfant à la médiathèque se font rares et que sur les personnes interrogées de catégories populaires, aucune ne le fait. La culture écrite est donc présente surtout chez les classes moyennes et classes aisées mais on peut voir qu'un nouvel élément prend de plus en plus de place dans les familles quelque soit le niveau social : la télévision.

La culture se lie également avec les loisirs, selon le milieu social nous n'aurons pas les mêmes types de loisirs (sports, instruments de musique). Les enfants sont de plus en plus libres dans leurs choix mais les parents de classes aisées orientent généralement vers des loisirs qui sont propres à leur milieu (golf, leçon de piano, équitation, tennis ...).

Dans les autres facteurs à prendre en compte on peut aussi parler de l'absence des pères. J'ai pu constater qu'aucun père ne faisait les devoirs avec les enfants, ou n'était représentant de parents d'élèves. Ils sont là, pour la plupart, dans les matières scientifiques ou quand l'enfant ne veut pas faire ses devoirs pour élever la voix. En revanche, je pense que dans notre société nous avons toujours cette association mère-enfant qui fait que ce sont ces dernières qui s'occupent, le plus souvent, de ce qui touche à l'enfant. On peut considérer que ce partage des tâches est aussi dû aux horaires de travail des pères qui, la plupart du temps, sont moins flexibles que pour les femmes. Les pères sont par contre plus présents pour les loisirs où là ils se disent « plus patients » que pour les devoirs.

Enfin, un autre facteur à prendre en compte est le métier des parents. En effet, j'ai pu remarquer que certains métiers faisaient que les parents s'investissaient plus que d'autres. Par exemple, j'ai rencontré une maman psychomotricienne qui connaît le domaine de la mémoire et du développement de l'enfant. Cette maman est, de ce fait, très investie dans les devoirs de ses enfants et dans le bien-être de ces derniers à l'école. Elle est représentante de parents d'élèves et aime être en lien avec les professeurs et la directrice d'école. Elle m'a confié que, pour elle, chacun respecte le domaine de l'autre mais qu'elle aimait poser beaucoup de questions. Elle veut entretenir des liens particuliers avec la professeur car elle sait que c'est important pour que l'enfant soit motivé. Aussi, elle cherche à comprendre les démarches de l'enseignant à chaque tâche demandée afin de voir ce qu'il veut travailler. De ce fait, elle est tout à fait d'accord avec le fait que sa fille ait chaque semaine une poésie à apprendre puisqu'elle connaît l'importance de ce devoir pour faire travailler la mémoire. Réflexion que je n'ai pas retrouvée dans d'autres familles où la poésie était quelque chose de rébarbatif à faire comme devoir, que ce soit pour les parents ou les enfants.

D'un point de vue critique, nous pouvons affirmer que cette recherche a ses limites. Par exemple le fait d'avoir interrogé 15 personnes peut paraître peu mais il faut savoir que si 15 personnes ont été suivies pour cette enquête c'est à cause de la difficulté que j'eus à trouver des volontaires chez les classes populaires. En effet, je n'ai réussi à trouver que 5 parents volontaires issus de cette catégorie sociale. Je pense que cela s'explique par le fait que ces personnes ne se sentent pas forcément utiles au sein de l'école et du système éducatif, ou alors parce qu'elles ont peur d'être jugées. De ce fait, comme je n'avais que 5 personnes issues de ce milieu, j'ai décidé d'en prendre 5 de chaque autre afin de faire une recherche équilibrée.

Aussi, en ce qui concerne mes méthodes d'investigation choisies, je pense qu'elles sont tout à fait adéquates à cette enquête et employées de façon pertinente puisque je voulais des méthodes qualitatives afin de voir comment s'investissaient les parents. Toutefois, il me semble important de préciser que de les utiliser sur du plus long terme aurait été plus précis, notamment en ce qui concerne l'observation. Il aurait été intéressant de faire des observations plus longues (sur plusieurs mois) et sur trois familles, par exemple, issues des trois milieux différents. Durant mon enquête, je suis allée deux heures chez les familles et à des moments choisis, on peut alors penser que ces deux heures ne sont pas très représentatives et qu'il aurait fallu aller chez les familles plus souvent tout au long de

l'année. Néanmoins, on peut dire que l'observation a quand même beaucoup servi et même si les résultats ne peuvent pas être élargis à toute la population. Elle m'a été utile pour être baignée dans le quotidien des personnes interrogées, car même si à mon arrivée on pouvait sentir quelques gênes, celles-ci disparaissaient et laissaient place au naturel. Il m'a été très enrichissant de voir exactement comment se passaient les moments de devoirs selon les milieux sociaux et l'après-école. Je me suis aperçue que finalement pratiquement toutes les mamans faisaient face à un même challenge : travail, courses, enfants.

A propos des entretiens menés, il fut difficile de savoir gérer le temps imparti pour discuter avec les personnes sachant que je devais également observer à la suite. Je réservais environ une heure d'entretien avant l'observation afin d'aborder tous mes sujets. Il est vrai que parfois un peu plus de temps aurait été plus confortable.

Aussi, j'ai pu remarquer que le premier contact avec les parents, lors de la prise de rendez-vous, était un des moments les plus importants. Tout d'abord, il permet de mettre les parents en confiance et de leur donner envie de participer, ce qui ne fut pas toujours facile à faire. Ce moment permet également de montrer notre intérêt et notre sérieux. Je pense que prendre contact avec les parents fut une des choses les moins faciles de l'enquête. En effet, la prise de contact avec les parents doit être rapide, pour ne pas trop les ennuyer, et en même temps toutes les informations doivent être transmises. J'avais donc choisi de leur faire parvenir une lettre avec mes coordonnées. La première lettre, que j'avais fait circuler à l'école de Berck-sur-Mer fut moins efficace que la deuxième passée à Rang-du-Fliers. Pour les premières lettres, je les ai faites passer dans l'école par l'intermédiaire des enfants à leurs parents. Pour les secondes je les ai directement mises dans les boîtes aux lettres des parents ciblés. Je me suis alors rendue compte que cette deuxième méthode était plus fructueuse et que j'aurais dû la choisir dès le départ. Cela m'aurait peut-être permis d'avoir plus de volontaires.

En conclusion, et en réponse à notre questionnement, nous pouvons affirmer que la volonté d'investissement dans la scolarité de l'enfant est présente chez toutes les catégories sociales. S'intéresser un minimum à la scolarité de son enfant reste un principe fondamental de l'éducation pour toutes familles. Le plus important aux yeux de tous les parents que j'ai rencontré est la réalisation des devoirs et chacun pense être investi à sa manière. Le regard sur le travail de l'enfant est un enjeu majeur de la réussite et d'un accès au travail, ce qui motive les parents à être plus ou moins attentifs et, pour les classes populaires et moyennes, à suivre ce que dit de faire le professeur à ce sujet. Les moyens de mise en œuvre sont divers ce qui donne une différence qualitative à l'investissement selon le milieu social.

Aussi, les parents ont tendance à ne pas s'apercevoir des autres manières de prendre part à la scolarité de leur enfant. Se mettent donc en place selon les catégories sociales des investissements implicites. On peut désormais dire que ce sont essentiellement les parents de catégories sociales aisées ou moyennes supérieures qui ont connaissances des filières à éviter, des choix à faire et de l'importance du sens donné à l'apprentissage. Les sociologues de l'activité de l'élève, du cadre scolaire et de l'activité enseignante sont d'accord pour mettre en avant le caractère essentiel de donner du sens à l'apprentissage pour l'enfant.

Le professeur se doit de prendre ce rôle puisque, par conséquent, les parents de catégories sociales moyennes inférieures et défavorisées n'ont pas conscience de cet enjeu. Cela creuse les inégalités scolaires puisque certains parents offrent à leurs enfants une culture proche de la culture scolaire et d'autres une plus éloignée. En effet, comme nous le dit le sociologue Guy Vincent, la culture écrite rencontrée dans les milieux favorisés est le « mode de transmission culturelle qui s'est imposé depuis le 17<sup>ème</sup> siècle ». Certains groupes sociaux sont dépossédés de leur légitimité culturelle. C'est ce que nous dit également le sociologue Bernard Lahire, la culture orale des milieux défavorisés les désavantage à l'école puisque ce n'est pas cette culture qui est mise en avant mais bien celle des groupes sociaux favorisés.

Privilégier la culture écrite accentue les inégalités scolaires et donc les inégalités sociales, puisque les premières font les deuxièmes, comme le dit Bourdieu dans *La reproduction* « l'école permet de convertir les ressources sociales en réussite scolaire et donc en statut social ». La sociologie du curriculum, et ses sociologues tels que Bernstein, nous montre qu'une sélection des savoirs est faite par les hauts-fonctionnaires. Cette sélection des savoirs n'est pas neutre et privilégie dans les programmes de l'école des

savoirs connotés socialement. En effet, ceux-ci sont un résultat de compromis et de négociations entre intérêts, valeurs et culture de ces hauts-fonctionnaires de l'Education Nationale.

En tant que professeur nous devons mettre en place des dispositifs qui permettent de remettre tout le monde sur un même pied d'égalité en tenant compte de l'hétérogénéité du public accueilli. Cette prise en compte est une des compétences que le professeur des écoles doit avoir, comme nous l'indique le cahier des charges de la formation des maîtres de 2006 (compétence n°6).

Ainsi, ma recherche m'a démontré l'utilité de la prise en compte de l'hétérogénéité des élèves. Pour ma future pratique professionnelle, il est important de savoir que le professeur des écoles a son rôle à jouer et peut essayer de rééquilibrer cela par la mise en place de dispositifs différenciés. Mais cette recherche m'aura surtout prouvé l'importance de la coopération avec les parents et leur considération en tant que partenaires et membre à part entière de l'équipe éducative. J'ai pu constater que cette compétence 9 du référentiel de compétence était essentielle pour une bonne communication avec les parents. Cela permet de connaître l'élève, ses problèmes s'il y en a et donc de parvenir à combler ses lacunes. Un échange de qualité favorise un professeur écouté.

A travers mes rencontres avec les professionnels de ce monde et avec les parents, je pense que je me suis formée et ai construit une vision du professeur qui doit se rapprocher de la composition de notre société et s'adapter à cette dernière.

Grâce à cette enquête, j'ai appris à aller vers les gens à comprendre que l'ouverture d'esprit et la communication étaient primordiales au professeur des écoles et qu'elles pourraient permettre d'atténuer les inégalités. Les parents de classes populaires vont rarement vers le professeur et je pense que c'est à nous d'aller vers eux. Il faut leur montrer que nous sommes là pour eux, peut-être plus que pour les parents de classes aisés qui ont pour la plupart déjà leur expérience en matière de scolarité et les moyens financiers de s'investir dans la scolarité de leurs enfants, par exemple par le biais de cours particuliers ou de stages de renforcement.

Le point d'inégalité visible à travers cette recherche est les devoirs à la maison. Les auteurs ne trouvent pas de consensus à ce sujet et si certains sont contre d'autres sont pour. Il en fut de même pour les parents que j'ai interrogé, quelque soit la classe sociale, certains sont pour et d'autres contre.

En France, le pédagogue Philippe Meirieu est contre. Il pense que ces derniers accentueraient les inégalités puisque n'ayant pas les mêmes moyens matériels et humaines à la maison. De plus, les journées étant déjà chargées, surtout depuis la mise en place de la semaine à 4 jours en 2008 par Xavier Darcos, beaucoup d'associations et de pédagogues estiment que les devoirs écrits à la maison seraient de trop. Ces derniers toujours présents bien qu'interdits depuis 1956. Et c'est sur ces constatations que s'est basée la FCPE (association de parents d'élèves), pour mener son action « la quinzaine sans devoir » en mars de cette année.

Avec l'arrivée du nouveau gouvernement, ce 15 mai 2012, et sa mise en avant de l'Education comme préoccupation nationale, il se peut que de nombreux changements prennent place. En effet, Vincent Peillon, nouveau ministre de l'Education nationale, annonce déjà le probable retour de la semaine à 5 jours et la modification des modalités des évaluations nationales. On peut alors penser que les inégalités sociales et scolaires vont être remises à l'ordre du jour afin de les réduire. Il ne reste plus qu'à attendre pour voir quels changements auront lieu et si ces derniers aideront à faire que chaque parent prenne part et ait des capacités d'investissement égaux.



## **Bibliographie :**

CHARBONNEL P., 2004, *La coopération Parents-enseignants à l'école primaire, Les parents d'élèves et l'école : « À qui appartient l'enfant ? ».*

DUBET F., Ed., 1997, *Ecole, familles : le malentendu*, Paris, textuel.

DUBET F., 2007, *Le service public d'éducation face à la logique marchande*, Regards croisés sur l'économie, vol. 2007, n° 2, p. 157–165

GAYET D., 2004, *la concurrence éducative entre les parents et les enseignants à l'école primaire.*

KHERROUBI M., Ed., 2008, *Des parents dans l'école*, Paris, Erès.

LAHIRE B., 1993, Culture écrite et production d'inégalités scolaires, *Sciences humaines*, n°34, décembre 1993.

RAYNA S. *et al.*, 2010, *Parents-professionnels : la coéducation en questions*, Toulouse, Erès « Petite enfance et parentalité », 2010.

THIN D., 2009, Un travail parental sous tension : Les pratiques des familles populaires à l'épreuve des logiques scolaires, *informations sociales*, 2009/4 n°154.

Annexe 1 : lettres aux parents

A Berck-sur-Mer :

Ecole élémentaire publique Jacques Brel  
rue d'Artois



62600 BERCK-Plage



' 03 21 09 03 52 7  
ce.0621565p@ac-lille.fr

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de Mon Master 2 en Sciences et Métiers de l'Éducation et de la Formation, je réalise un mémoire sur le thème « Rapports des parents avec l'institution scolaire » et souhaite pouvoir m'entretenir avec vous sur ce sujet.

Je serai présente à l'école le vendredi 9 décembre de 16h30 à 17h30 pour vous préciser ses attentes.

Je peux aussi prendre contact avec vous par téléphone.

Si vous souhaitez participer à cette enquête, merci de bien vouloir retourner à l'école le coupon ci-dessous.

Recevez, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Emeline BATON (ancienne élève de l'école).

+++++

Madame, Monsieur .....

Adresse.....

Téléphone.....

Acceptent de participer à l'enquête.

Les entretiens réalisés seront anonymes.

Lettre donnée à Rang-du-Fliers :

Emeline Baton

750 Route de Merlimont,

62180 Rang-du-Fliers

Tel : 06 14 74 36 00

Email : [emeline\\_baton@lille.iufm.fr](mailto:emeline_baton@lille.iufm.fr)

Le 15 avril 2012,

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de mon Master 2 pour devenir Professeur des Ecoles, je dois réaliser une recherche et écrire un mémoire sur le sujet de mon choix. J'ai personnellement choisi de travailler autour de la relation parents/école en CE2, CM1, CM2 et me demandais si vous pouviez m'accorder un peu de votre temps (1H) pour m'aider dans la réalisation de ce devoir. Cela me permettrait d'avancer vers l'obtention de mon diplôme.

Je souhaiterais réaliser ces entretiens à votre domicile, toutes les données récoltées resteront anonymes.

Je vous prie de bien vouloir répondre en me joignant par mail ou téléphone pour me donner votre réponse.

En vous remerciant,

Cordialement,

Emeline.

## **Annexe 2 : Le CLAS**

Le CLAS est le contrat local d'aide à la scolarité. Il permet aux parents de milieux sociaux défavorisés de pouvoir se sentir intégrés à l'école.

A Berck-sur-Mer, il a lieu les mardis, jeudis et vendredis soirs ainsi que le mercredi matin.

Il est mis en place par des bénévoles du CCAS de cette ville. Il a lieu dans plusieurs écoles.

### **Annexe 3 :**

« Quel revenu pour quelle catégorie selon le type de ménage ? »

<b>Types de famille</b>	<b>Seuils</b>
<b><u>Pour une personne seule</u></b>	
Les catégories modestes	de 0 à 1 163 €
Les classes moyennes	de 1 163 à 2 127 €
Les catégories aisées	2 127 € et plus
<b><u>Pour un couple sans enfant</u></b>	
Les catégories modestes	de 0 à 2 174 €
Les classes moyennes	de 2 174 à 4 068€
Les catégories aisées	4 068 € et plus
<b><u>Pour un couple avec deux enfants</u></b>	
Les catégories modestes	de 0 à 3 057 €
Les classes moyennes	de 3 057 à 5 174 €
Les catégories aisées	5 174 € et plus

Source : *Observatoire des inégalités, d'après l'Insee - données 2008*

**Annexe 4** : guide d'entretien

**Question de départ** : Comment vous tenez-vous informée de ce qui se passe à l'école ?

***Communication et intégration dans l'école :***

Fréquence de rencontre avec le professeur/le directeur.

Ressentis par rapport à ces rencontres (disponibilités, écoute, conseils)

Participe et donne son aide à des évènements ?

Liens de communication ? (cahier journal, réunions...)

***Les devoirs :***

Qui l'aide ?

Lieu ?

Temps de décontraction de l'enfant avant ?

Autonomie de l'enfant ?

Pendant les devoirs on ressent : Angoisse/Appréhension/ rassurement

Exercices en plus ?

***Loisirs et relationnel :***

Reçoit des copains/copines ?

Quels loisirs ? A quel moment de la semaine ?

Médiathèque/lecture

Programmes télé

***Compréhension du système éducatif :***

Quel collège ?

Options envisagées ?

Scolarité des parents ?

Quels métiers font-ils ?

Quel métier veut faire l'enfant ?

La semaine à 4 jours, qu'en pensez-vous ?

Vision du rôle de représentant de parents d'élèves.

## RESUME

Les inégalités scolaires existent depuis des siècles et l'on peine à les gommer. Malgré des efforts pour mettre en place une école laïque, gratuite et obligatoire pour tous (Lois Ferry 1881/1882) et l'instauration de l'éducation en tant que droit pour chaque enfant des disparités persistent.

De plus en plus, les auteurs, tel que Pierre Bourdieu, s'accordent à dire que les inégalités sociales se retrouvent à l'école et que cette dernière les perpétue. L'école devient l'arène du combat contre les inégalités puisqu'elle les reproduirait.

Aussi, d'autres auteurs démontrent le fait que ces inégalités seraient, en quelque sorte, une fatalité dans le sens où elles sont de plus en plus acceptées par chaque catégorie sociale. Les parents eux-mêmes, sans s'en rendre compte, entretiennent cette pérennité des inégalités et notamment par leur différences d'investissement.

En effet, d'une famille à une autre l'importance de prendre part à la scolarité de l'enfant varie et l'on peut se demander en quoi l'investissement diffère selon le milieu social.